

Introduction

Dans une perspective d'études urbaines, la question de l'aménagement des lieux de culte minoritaires se présente comme un sujet quelque peu inusité : en effet, que pourrait contribuer l'étude des pratiques religieuses de communautés culturelles minoritaires à la compréhension des phénomènes urbains ? Pour nous, ce sujet recoupe deux éléments d'une importance centrale pour comprendre les dynamiques sociales contemporaines : le rôle des appartenances culturelles et religieuses dans les relations sociales et la manière dont ces appartenances et les pratiques qui leur sont associées interviennent dans la cohabitation de différents groupes dans l'espace urbain.

Les villes constituent le creuset de sociétés plurielles de plus en plus complexes que nourrissent les mouvements migratoires internationaux. Y cohabitent ainsi une variété de groupes aux identités et pratiques contrastées du point de vue culturel, c'est-à-dire relevant « d'un ensemble cohérent de valeurs, de normes et de croyances qui s'expriment et se transmettent à travers les pratiques sociales » (Martiniello, 1995). Si l'hétérogénéité des populations urbaines n'est pas nouvelle en soi, les mutations contemporaines, en termes surtout de transformation du marché du travail et d'accentuation des inégalités sociales, confèrent une importance renouvelée à la question des différences culturelles et de leur expression dans la vie collective (Wieviorka, 1997). Plus concrètement, les caractéristiques culturelles que sont (entre autres) l'origine ethnique ou nationale, la langue et la religion peuvent avoir une incidence sur différents aspects de la vie quotidienne, tels que les modalités d'insertion sur le marché du travail, les trajectoires résidentielles et les préférences en termes de logement, les choix en matière d'éducation des enfants, la participation politique à différentes échelles de gouvernement, les habitudes de consommation, etc. Mais ces caractéristiques, notamment lorsqu'elles renvoient à des pratiques concrètes, ont aussi un rôle à jouer dans les relations sociales entre différents groupes se partageant un même espace de vie à l'échelle urbaine. Ces caractéristiques et pratiques culturelles renvoient ainsi pour nous à l'ethnicité, entendue comme « un aspect des relations sociales entre des acteurs sociaux qui se considèrent et qui sont considérés par les autres comme étant culturellement distincts des membres d'autres groupes avec lesquels ils ont un minimum d'interactions régulières » (Martiniello, 1995).

Parmi les identités culturelles, celles qui comportent une dimension religieuse jouissent d'un intérêt renouvelé tant sur la scène internationale qu'au Canada et au Québec, notamment lorsqu'elles concernent des communautés immigrantes ou minoritaires. C. Peach, éminent géographe britannique qui vient de réaliser avec son équipe une enquête sur les lieux de culte sikhs, musulmans et hindous, se demande si en Grande-Bretagne le discours sur les nouvelles communautés n'a pas glissé « from color to race to ethnicity to religion » (Peach, 2002). En effet, la résurgence du facteur religieux dans l'actualité et dans l'arène politique, particulièrement du point de vue des conflits interethniques qui déchirent nombre d'États aujourd'hui, confère une pertinence indéniable à l'étude des facteurs culturels et religieux impliqués dans la coexistence à différentes échelles géographiques. La position de certains États occidentaux vis-à-vis de la reconnaissance de minorités culturelles ou religieuses se voit également remise en question suite à l'échec des modes traditionnels de gestion de la différence. Aussi plusieurs crises ont-elles secoué ces dernières années la neutralité officielle ou officieuse de ces États par rapport à la religion : on pense notamment à l'affaire Rushdie au Royaume-Uni, à la question du hidjab (foulard islamique) dans des écoles en France et au Québec mais aussi, plus récemment, aux tragiques incidents terroristes survenus aux États-Unis.

Dans les villes accueillant un grand nombre d'immigrants, le brassage de populations de plus en plus diverses du point de vue des origines et des pratiques culturelles se traduit par une préoccupation grandissante quant à la manière dont coexistent les différents groupes qui composent cette diversité à l'échelle urbaine ; car c'est avant tout dans les espaces de la vie quotidienne que la réalité des différences culturelles se matérialise. Il n'est donc pas surprenant dans ces conditions qu'émergent des conflits impliquant des groupes aux intérêts et valeurs contrastantes, voire contradictoires. Ces tensions sont d'autant plus vives qu'elles concernent la manière dont sont appropriés, symboliquement et matériellement, les espaces urbains que doivent se partager différents groupes de population. Dès lors, on peut s'interroger sur la manière dont se construisent (ou non) les compromis de coexistence, pour reprendre le terme de Y. Grafmeyer (1999), et le partage d'un espace commun entre différents acteurs sociaux.

Par ailleurs, les municipalités, en tant que gestionnaires des espaces urbains ont un rôle incontournable à jouer dans la gestion de cette diversité. Les administrations locales

doivent en effet répondre à des demandes et des besoins exprimés par des populations de plus en plus différenciées du point de vue des origines et des pratiques. Dans ce contexte, est-ce que les municipalités sentent le besoin d'adapter leurs services en fonction de différents types de clientèles et, si oui, de quelle manière ? À partir de quelles représentations et en fonction de quels modèles normatifs les municipalités interviennent-elles lorsqu'elles doivent arbitrer entre les intérêts et les valeurs de ces clientèles ? On peut aussi se demander si les politiques et les pratiques des municipalités en matière de gestion de la diversité peuvent avoir une incidence sur les modalités de cohabitation de ces différents groupes, c'est-à-dire sur la manière dont ils se partagent l'espace urbain.

Ce double questionnement au sujet de la cohabitation interethnique et de la gestion municipale de la diversité est au cœur des interrogations d'une équipe de chercheurs de l'INRS-Urbanisation, culture et société (INRS-UCS), dont les travaux constituent le cadre de la présente thèse. Sous la direction d'Annick Germain, cette équipe de recherche avait réalisé en 1995 une vaste enquête sur sept quartiers multiethniques montréalais (Germain et al., 1995) afin de mieux comprendre les modalités de cohabitation interethnique entre différents groupes dans l'espace urbain. Cette étude avait entre autre mis en lumière l'importance des dynamiques locales dans la constitution d'un *modus vivendi* assurant la cohabitation pacifique mais distante au sein des quartiers multiethniques montréalais. Dans une perspective complémentaire, et notamment dans le contexte de son implication dans le réseau Metropolis¹, cette équipe s'est également intéressée à la gestion municipale de la diversité dans la région montréalaise. Quelques projets ont ainsi été réalisés sous la direction de Annick Germain et de Francine Dansereau de l'INRS-UCS afin d'explorer la manière dont les municipalités de la région montréalaise gèrent les demandes émanant de la diversification progressive de leurs clientèles du point de vue des origines et des pratiques culturelles et religieuses. Un rapport récent (Germain et al., 2003) proposait ainsi d'examiner les pratiques de gestion municipale de la diversité dans les équipements collectifs récréatifs et dans l'habitat social, de même que dans les activités d'aménagement urbain, notamment par le biais de la question des lieux de culte minoritaires. Il faut souligner aussi que, dans une série

¹ Il s'agit d'un réseau de recherche financé par un consortium d'organismes fédéraux qui réunit des chercheurs, des représentants d'organismes à but non lucratif et des décideurs politiques pour réfléchir à la question de l'intégration des immigrants et de la transformation des villes canadiennes.

de table rondes organisées avec des intervenants municipaux de la Ville de Montréal en 1999, les valeurs et les pratiques religieuses de certains groupes ethnoreligieux avaient été soulevées en tant que source de défis particuliers. En effet, les conflits de valeurs religieuses se présentent comme une dimension particulièrement sensible de l'intervention et de la fourniture de services municipaux en milieu multiethnique. Aussi l'occasion d'aborder cette question par le biais de l'aménagement des lieux de culte nous a-t-elle semblé particulièrement pertinente.

Notre propre démarche dans le cadre de la présente recherche doctorale est étroitement liée aux activités de cette équipe et nous a permis de creuser plus en profondeur le sujet de l'aménagement des lieux de culte minoritaires dans une perspective de cohabitation interethnique. D'un point de vue plus personnel, ce sujet de recherche s'inscrit en continuité avec notre intérêt de longue date pour les liens entre architecture, milieu urbain et diversité culturelle. Cette recherche nous a ainsi permis de découvrir une nouvelle facette de la complexité culturelle montréalaise, une expérience qui s'est avérée fort enrichissante tant du point de vue empirique que de celui des contacts humains.

1. Objet et objectifs de la démarche de recherche

Le processus d'aménagement d'un lieu de culte représente une intervention concrète au niveau de l'espace urbain, qui passe par la construction neuve ou l'agrandissement d'un lieu voué à la pratique religieuse et au rassemblement des membres d'un groupe affilié à une tradition religieuse minoritaire. Dans le contexte qui nous intéresse, ces groupes minoritaires se distinguent de la majorité culturelle québécoise à la fois par une appartenance « ethnique » autre que française ou britannique et à une tradition religieuse autre que catholique ou protestante. La réalisation d'un projet de lieu de culte exige, au niveau administratif, le dépôt d'une demande auprès des autorités municipales afin d'obtenir les permissions nécessaires. Ces démarches impliquent le plus souvent un processus de négociation avec les autorités municipales et, dans certains cas, avec des groupes de riverains et/ou d'autres organismes qui se sentent concernés par le projet d'aménagement. De cette manière, la démarche d'aménagement se présente comme un ensemble particulier d'interactions sociales entre un groupe ethnoreligieux, les

autorités municipales et d'autres acteurs sociaux au sujet de l'aménagement d'un lieu voué principalement à la pratique religieuse.

Pour une démarche urbanistique qui se présente a priori comme plutôt banale, l'aménagement de lieux de culte a soulevé, au cours des dernières années, un certain nombre de controverses² au sein des municipalités de la région montréalaise. Le plus souvent, ces controverses ont éclaté suite au refus de la municipalité d'accorder à une communauté ethnoreligieuse les permissions nécessaires à l'établissement (ou à l'agrandissement) d'un lieu de culte; ces refus ont été interprétés par certains comme étant discriminatoires à l'endroit de ces groupes ethnoreligieux. Les réactions parfois vives des municipalités et des riverains, l'émotivité engendrée par ces débats et, à quelques occasions, leur montée en généralité nous invite à réfléchir à la signification de ces controverses dans une perspective de cohabitation interethnique. Les réactions des riverains à ces projets d'aménagement doivent-elles être interprétées comme un refus de cohabitation avec l'Autre, ou encore comme un simple réflexe d'intolérance de type NIMBY (*Not In My Back Yard*- Pas dans ma cour) ? On peut se demander dans quelle mesure les difficultés vécues par certaines communautés ethnoreligieuses dans leurs démarches d'aménagement relèvent des conditions particulières du milieu; autrement dit, est-ce que les controverses au sujet de l'aménagement de lieux de culte sont partout les mêmes ? Sont-elles toutes associées à une forme de résistance à l'altérité, ou renvoient-elles aussi à d'autres types d'enjeux ? Les municipalités ont-elles un rôle à jouer dans le dénouement des conflits mettant en scène des valeurs et des intérêts divergents, voire contradictoires ? Enfin, peut-on établir un lien entre les tensions qui entourent parfois ces demandes d'aménagement de lieux de culte et les débats au sujet de la place de la religion dans l'espace civique québécois ?

Ce sont ces questions qui nous ont amené à envisager l'aménagement des lieux de culte comme un terrain potentiellement fertile pour interroger la manière dont se construisent localement les modalités du rapport à l'Autre. La variabilité des réactions dans les milieux locaux à ces demandes d'aménagement nous a ainsi donné à penser que, comme l'avaient souligné plusieurs études sur la cohabitation, les dynamiques locales ont un rôle important dans le développement et le dénouement de ces

² Notons que nous utilisons le terme controverse au sens large, c'est-à-dire en tant que discussion suivie sur une question, motivée par des opinions ou des interprétations divergentes.

controverses. C'est que nous avons aussi constaté que les controverses d'aménagement n'impliquent pas systématiquement les mêmes communautés ethnoreligieuses (comme c'est le cas en France, par exemple, avec les musulmans) ni toujours les mêmes municipalités ou quartiers (bien que certains soient plus propices à ce type de situation). Afin de mieux saisir la manière dont se construisent ces dynamiques locales du point de vue des acteurs sociaux et des enjeux, nous avons choisi d'aborder ces situations de controverse à l'aide de la notion de transaction sociale développée par le sociologue Jean Remy et ses collaborateurs (Remy, 1996). Cet angle d'approche nous a permis de dégager, au-delà des particularités de chaque situation, des logiques d'action qui éclairent notre compréhension des enjeux auxquels renvoient les tensions entourant l'aménagement des lieux de culte. Aussi notre objet de recherche est-il moins les communautés ethnoreligieuses et leurs pratiques que les transactions sociales qui composent la démarche d'aménagement en tant que telle.

De manière synthétique, cette recherche a donc pour objet principal de proposer une réflexion sur l'aménagement des lieux de culte minoritaires en tant que situation particulière de cohabitation interethnique et de partage de l'espace entre des groupes localement définis. Étant donné la nature exploratoire de ce projet de recherche, nous avons porté une grande attention à la constitution de notre problématique qui, bien que s'inspirant des travaux sur la cohabitation interethnique, ne s'y limite pas. Nous avons donc cherché à intégrer les apports de trois principaux courants de recherche s'étant intéressés à la question de l'aménagement des lieux de culte dans les domaines de la géographie culturelle et sociale, de l'aménagement urbain (*Multicultural Planning*) et de la gestion locale de la diversité culturelle. Par ailleurs, afin de bien ancrer cette recherche dans son contexte montréalais et pour mieux comprendre les modes de territorialisation des différentes communautés ethnoreligieuses, nous avons aussi effectué un important travail préalable afin d'esquisser une géographie des lieux de culte minoritaires dans la région montréalaise. En effet, lorsque nous avons amorcé notre recherche, très peu d'études avaient traité de l'aménagement des lieux de culte des minorités ethniques au Québec. À l'échelle canadienne, ce domaine était à peine plus

développé. Depuis, certains travaux ont été amorcés³ et le Conseil des relations interculturelles du Québec a produit un avis sur la diversité religieuse.

Cette thèse se veut donc une contribution à l'étude des rapports de cohabitation entre des groupes qui se différencient en fonction non seulement de critères ethniques, mais également religieux, ainsi qu'à celle des pratiques spatiales des communautés ethnoreligieuses en contexte montréalais.

2. Organisation de la thèse

Cette thèse se divise en deux parties : la première vise à présenter la problématique dans laquelle s'insère la question de l'aménagement des lieux de culte minoritaires, alors que la seconde consiste en la contextualisation et l'analyse de nos études de cas. La première partie est composée de trois chapitres : le chapitre 1 vise à expliciter les liens entre diversité culturelle et espace urbain dans la perspective des études urbaines. Le second chapitre examine les liens entre ethnicité et religion et les dimensions spatiales de ce phénomène. Le troisième chapitre propose une mise en perspective théorique de la question de l'aménagement des lieux de culte minoritaires dans une perspective interdisciplinaire et expose l'approche méthodologique utilisée pour cette recherche. Le chapitre 4 se veut une introduction à la seconde partie de la thèse et brosse un portrait rapide de la région montréalaise du point de vue de la diversité ethnoreligieuse et de la géographie des lieux de culte minoritaires. Les chapitres 5 et 6 constituent nos études de cas, le premier portant sur deux cas d'aménagement de lieux de culte en contexte de proximité, alors que le second porte sur deux cas où les communautés ethnoreligieuses sont organisées en réseau. Le septième chapitre propose enfin un retour sur les enjeux et nos hypothèses de départ afin de consolider la réflexion découlant de notre démarche de recherche.

³ Quelques textes présentant des résultats préliminaires de la présente recherche ont d'ailleurs été publiés par l'auteure, le plus souvent en collaboration avec Annick Germain (voir liste de références).